

Quelle est la position du NPD à ce sujet? Quelle sorte de politiques le NPD a-t-il donc? Où sont passés les principes du Nouveau Parti démocratique?

* * *

• (1430)

LE TOURISME

M. Bob Wood (Nipissing): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État au Tourisme, qui s'étonnera sûrement de ce que j'ai à lui apprendre.

Dans le budget fédéral de 1989, le gouvernement annonçait qu'il ne renouvellerait pas les ententes auxiliaires EDER pour l'expansion du tourisme. Pourtant, on lisait récemment dans les journaux de Terre-Neuve que cette province conclurait un nouvel accord avec le gouvernement fédéral en matière de tourisme.

Le ministre se décidera-t-il à dire à la Chambre quelle est la position du gouvernement au sujet des ententes auxiliaires? Si une province profite d'un tel accord, le même avantage sera-t-il consenti aux autres?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je prie mon ami d'en face de suivre l'actualité ontarienne d'un peu plus près.

Nous avons implanté dans le nord de l'Ontario, d'où vient le député, un nouveau programme très important dans le cadre du programme FEDNOR. Il sera mené en collaboration avec les provinces, dans une certaine mesure, du moins je l'espère. L'élément tourisme vient d'être ajouté au programme FEDNOR, avec une somme de 14 millions de dollars, ce qui aidera énormément l'Ontario. Je ne vois donc pas de quoi se plaint le député.

M. Bob Wood (Nipissing): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Le ministre a dit cette semaine: «Le tourisme ne fait pas que stimuler l'activité économique et mettre de l'argent dans nos coffres». Étant donné que la part du Canada sur le marché mondial du tourisme a diminué de moitié depuis dix ans et que l'Association de l'industrie touristique du Canada a demandé un budget de promotion d'au moins 50 millions de dollars, comment se fait-il que le gouvernement a amputé ce budget, le ramenant de 35 à 20 millions de dollars?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, les faits sont les suivants. Du milieu des années 70 jusqu'à 1985. . .

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Hockin: Que le député écoute bien, car certains renseignements que j'ai à lui donner l'intéresseront sûrement, et d'autres lui plairont moins. De 1975 à 1985, la part du Canada sur le marché mondial et américain du tourisme est tombée de moitié. En 1985, nous avons décidé de demander d'abord aux États-Unis ce qui n'allait pas. Les Américains nous ont répondu que nous n'avions pas d'image de marque. Nous savons, ont-ils dit, que vous avez des originaux, des montagnes, la Police montée, mais c'est tout.

Depuis quatre ans, Tourisme Canada présente le Canada comme un pays intéressant et captivant où les prix sont raisonnables. Nous avons rendu publics la semaine dernière les résultats d'une étude faite par Longwoods International. Les Américains croient maintenant, semble-t-il, que le Canada est un pays plus intéressant et plus captivant et où le touriste en a pour son argent.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, j'adresserai ma question au vice-premier ministre.

Le premier ministre, qui rencontrait hier le président d'Espagne, s'est fait promettre encore quelque étude sur les stocks de poisson, qui ont fait l'objet de trop d'études déjà et d'une exploitation excessive.

Je voudrais savoir pourquoi le gouvernement du Canada se satisfait de telles promesses de la part de l'Espagne et pourquoi il a peur de prendre des mesures rigoureuses et efficaces contre un pays qui fait de la surpêche de stocks importants au large de la côte atlantique. Pourquoi?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, si le député pouvait citer un seul exemple de mesure ferme et dure qui a été prise avant 1984, nous en serions ravis.

Tout ce qu'il a fait, c'est donner à la Communauté européenne 9 500 tonnes de bonne morue du Nord se trouvant dans la zone économique de 200 milles. Nous, nous avons mis le holà à cette pratique. Nous n'avons pas renouvelé l'entente.

Pour ce qui est de la rencontre d'hier, on peut lire dans le *Toronto Star* que le premier ministre n'a pas réussi à faire promettre à l'Espagne de mettre fin à la surpêche.

Par contre, on lit, dans le *Ottawa Citizen*, que le président d'Espagne reconnaît que la surpêche doit cesser.